

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Questions d'actualité - 6 avril 2015

Les questions d'actualité de ce week-end viennent pour l'essentiel confirmer les résultats de ces derniers jours :

➤ **Nous sommes à un moment charnière**, soumis à des injonctions contradictoires :

- **l'attente est à une réaction, une forme de « sursaut » qui montrerait que nous avons tiré les leçons des résultats électoraux** (unaniment vus même à gauche comme la sanction d'une politique inefficace). Il faut clore cette séquence, remettre du charbon dans la machine pour pouvoir repartir de l'avant.

Il faut pour cela inventer « quelque chose de nouveau ». Nous ne pouvons pas seulement « continuer tel quel » : l'inflexibilité et l'autorité deviendrait rapidement de l'entêtement et de la rigidité – caractère qui résonne trop bien avec les traits d'image de M. Valls pour ne pas trouver un écho dans l'opinion. Si nous refusons de changer certaines choses, ce n'est pas pour prouver que nous avons raison contre tout le monde, mais car c'est la seule façon d'atteindre l'efficacité.

- **...et sans changer de ligne, sans paraître céder à des attermoissements ou à des préoccupations d'appareil politique, et sans rien sacrifier à la cohérence d'ensemble**. Il devient d'autant plus urgent de montrer que nous avons les moyens de continuer à mettre le pays en mouvement que le PM est de plus en plus vu comme fragilisé et isolé dans son propre camp (conséquence de l'actualité politique de ces derniers temps).
- **...tout en rassurant les sympathisants de gauche sur le fait que nos objectifs et nos priorités sont biens les leurs**. Le pragmatisme ne suffit pas, car il n'éclaire pas sur le but recherché. Il faut nous réinscrire dans un champ de valeurs et d'émotions de gauche, au-delà des arguments rationnels, des chiffres ou des propositions techniques.

➤ **Nous sommes *in fine* contraints d'inventer une « reprise en main dans la continuité »** - pour plus d'efficacité, de cohérence et de sens. Comment ? Les Français semblent nous laisser d'assez grandes marges de manœuvre : ils peuvent tout aussi bien saluer le retour à un travail collégial avec les empêcheurs de réformer dans leur propre camp, que de nouvelles mesures libérales sur le contrat de travail, ou un surcroît de discours de gauche pour redonner du sens à notre politique.

➤ Si nous avons en partie les mains libres, c'est donc à condition **d'envoyer rapidement un signal clair indiquant que nous savons ce que nous faisons et où nous allons** (programme de travail au service des Français, *qui ne paraisse pas seulement répondre aux injonctions médiatiques ou politiciennes* – ce serait vu comme de l'improvisation – mais redonne une perspective à l'ensemble de notre action), **que nous en avons les moyens, et que cette politique est de gauche**.

1. Une colère qui revient, des Français qui attendent de l'action, un « sursaut », que quelque chose change après la parenthèse électorale... et qui commencent à douter que nous ayons les moyens (ou la volonté) de continuer à réformer.

⇒ **Enormément de verbatims de mémorisation de l'actualité se portent encore sur les résultats électoraux**, avec le sentiment que les politiques, dans leurs réactions, ont été « à côté de la plaque » : la séquence n'a clairement pas été bien refermée pour les Français.

« Les partis actuellement au pouvoir ne réagissent pas. C'est une sonnette d'alarme que l'on tire et c'est à croire qu'ils n'arrivent pas à comprendre. Ils sont à côté de la plaque, il y a beaucoup de ras le bol en France. »

« Les medias sont à côté de la plaque et les politiques aussi, ils sont contents de leurs résultats alors que ça ne veut rien dire. C'était le seul sujet politique de la semaine, cela ne m'a pas passionnée. »

« La défaite de la gauche aux départementales qui était très importante. C'est une sanction, et je crois que la gauche n'a pas compris le message, que les Français souhaitent autre chose, que l'on soit plus proche d'eux. »

« Nicolas Sarkozy est très content mais faut pas qu'il se fasse d'illusion non plus. »

⇒ **Les Français, y compris à gauche, ne souhaitent ni changer de cap ni ralentir les réformes.**

- L'essentiel reste bien la réforme et l'action : 65% des sympathisants de gauche, 82% au PS, et même 61% à l'UMP pensent que M. Valls « a raison de continuer à réformer le pays ».
- Et les nécessités politiques passent loin derrière. Ainsi pour 60% des personnes interrogées (et la même proportion de sympathisants socialistes), M. Valls doit « avant tout maintenir le cap des réformes en faveur des entreprises et de la relance de l'activité économique » ; contre 38% pour qui il devrait « chercher avant tout à rassembler les différentes sensibilités de gauche quitte à modifier son cap économique » (Ifop/JDD). Ce sont des résultats stables par rapport à la semaine dernière.

« On parle beaucoup de reformes mais on ne les applique pas. Les reformes, sur le fond, ce sont de bonnes choses, mais le problème est qu'on a l'impression que le gouvernement a peur des réactions de ceux qui sont concernés par ces réformes. Je ne me souviens pas exactement des réformes de la semaine dernière, mais je sais qu'elles vont dans le bon sens. »

⇒ **Mais ils attendent un signal montrant que nous avons changé « quelque chose » pour (re)trouver une efficacité dans une politique économique qui n'a pour le moment pas donné de résultats.**

- **L'inflexibilité est donc logiquement mal jugée** : lorsque l'on formule la question en insistant d'un côté sur l'absence de changement politique, de l'autre sur le besoin d'un changement, les résultats sont bien différents : les Français ne sont plus que 36% (et 43% des sympathisants PS) à vouloir « continuer telle quelle sa politique économique en faveur des entreprises, de l'activité et de la croissance », contre 61% (57% des sympathisants PS) qui souhaitent que le gouvernement « aménage sa politique économique en faveur des entreprises, de l'activité et de la croissance, afin de répondre aux demandes des frondeurs et des écologistes et rassembler la gauche ».

La politique actuelle est vue comme un échec : les Français ne comprendraient pas que l'on se contente de « continuer tel quel » sans chercher un surcroît d'action, de possibilité d'agir.

« Le fait que le président du gouvernement continue à dire qu'il ne change pas de cap et que l'économie est en train de reprendre. Je trouve que c'est un manque de respect par rapport à ce qui est sorti des urnes. »

« Je suis allé voter, mais le score est logique. Il y a un échec de la politique de gauche, d'où la montée des autres partis. »

Au passage, on retrouve l'idée que rassembler la gauche et de ramener les frondeurs et les écologistes dans le cercle de la « politique utile » (c'est-à-dire celle qui agit) n'est pas un repoussoir, bien au contraire - tant que ceux-ci ne remettent pas en cause la cohérence et ne sacrifient pas l'exigence d'efficacité.

« Les Français sont très déçus et veulent trouver autre chose. La mésentente, les partis sont divisés et ça pose des problèmes. »

- **D'autant que les Français doutent de plus en plus que M. Valls ait les moyens de continuer à réformer.** Le risque d'un retournement des traits d'image devient de plus en plus réel : 58% des personnes interrogées et 57% au PS jugent aujourd'hui M. Valls « isolé au sein de la gauche » ; et ils ne sont qu'un tiers (et même une minorité au PS : 45%) à juger qu'il « a les moyens et les soutiens nécessaires pour continuer à réformer le pays ». Le doute est donc réel quant à un PM entravé dans sa volonté réformatrice et isolé au sein de son propre parti.

« Je trouve que le gouvernement est dépassé par les événements. »

« Les arrogances du Premier ministre à l'Assemblée nationale. J'ai regardé une émission, il est très arrogant quand il répond. »

« Après les élections, il est encore persuadé de gagner malgré la claque qu'il a prise. C'est Napoléon en moins intelligent. A chaque fois qu'il a un coup dur, lui, il est toujours bien, il nous fait toujours croire que ça va aller mieux. Mais il sait qu'il ne peut pas faire ce qu'il nous promet, il berne tout le monde. »

2. Que changer ? Ce que l'on veut ou presque, du moment que cela marche mieux...

⇒ L'essentiel est l'efficacité, non l'idéologie ou la rigidité. **Il ne s'agit donc pas de « s'accrocher » à des mesures pour le principe.** Ainsi 82% des Français (et 90% des sympathisants PS) sont désormais favorables à « *supprimer les avantages des entreprises qui ne respectent pas leurs engagements de création d'emplois* ». Même les sympathisants de droite sont favorables à 74% à ces mesures pourtant plutôt étiquetées à gauche - ils sont sans doute nombreux à avoir entendu que les entreprises ne jouent pas le jeu.

⇒ **Mais ils sont tout aussi prêts à de nouvelles flexibilisations du marché du travail :**

- 88% sont favorables à ce que les entreprises de moins de 20 salariées puissent « *embaucher une personne sur un contrat pour une mission ou un projet défini* » (93% au PS) ;
- 76% sont favorables à ce qu'elles puissent « *renouveler un CDD deux fois au lieu d'une seule* » (79% au PS, 66% au Front de gauche) ;
- 67% seraient d'accord pour « *plafonner les indemnités de licenciement payées par ces petites entreprises* » (66% au PS, 56% au Front de gauche) ;
- 64% sont favorables à ce que puisse être « *allongée d'un mois ou deux la période d'essai avant de décider de conclure en CDI* » (64% au PS, 50% au Front de gauche).

« Le fait que le gouvernement essaye de relancer les petites entreprises pour diminuer le chômage. Ça m'a marqué car les petites entreprises ont beaucoup à faire et avec la flexibilité de l'emploi ils peuvent avoir une amélioration. »

Ces mesures seraient même approuvées dans des proportions équivalentes si elles étaient généralisées à toutes les entreprises au lieu des seules PME (3 à 5 points d'écart). Seul le plafonnement des indemnités décroche un peu plus : 61% d'approbation dans l'ensemble, 53% au PS et 46% au Front de gauche).

⇒ D'autres sondages, moins précis, étaient venus dans la semaine confirmer cette disponibilité de l'opinion : 73% des Français seraient favorables à ce que les entreprises et les branches puissent déroger aux 35h en cas d'accord avec les organisations syndicales (62% à gauche) ; 69% souhaitent créer un nouveau contrat plus flexible pour les PME (59% à gauche) selon Odoxa.

3. ... et que l'on redonne un surcroît de sens à des sympathisants de gauche perdus.

⇒ Le débat ne porte pas sur les outils : les Français ne se pensent pas comme des spécialistes économiques sachant mieux ce qui pourrait faire redémarrer l'économie. Mais **ils attendent des explications sur pourquoi ce que l'on propose correspond à leurs valeurs.**

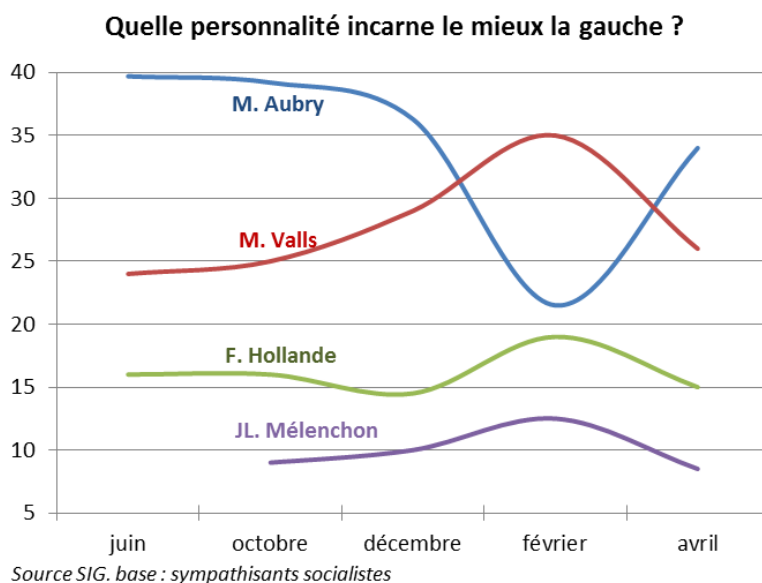
« Le PS est tombé au fond du gouffre lors des dernières élections. »

« La débâcle du parti socialiste, le je-m'en-foutisme de quelques-uns de ses membres qui ne savent pas où ils vont et où ils nous emmènent. »

⇒ **Plusieurs sondages ces derniers temps ont fait apparaître une « attente de gauche » des sympathisants de gauche** : 59% des sympathisants PS souhaiteraient que le gouvernement « *mène une politique plus à gauche* » selon Odoxa ; 57% des sympathisants PS, 45% de ceux d'EELV et 90% de ceux du Front de gauche souhaiteraient « *une politique plus à gauche* » selon Ipsos.

⇒ **Dans le même temps, l'incarnation de la gauche par le couple exécutif s'érode** : 28% des Français (+11) pensent que M. Aubry qui « *incarne aujourd'hui le mieux la gauche* », 21% M. Valls (contre 35% juste après les attentats), 19% JL. Mélenchon et 9% F. Hollande (C. Duflot reste à 3%).

Le même mouvement se voit auprès des sympathisants PS : alors que la convocation d'un fort registre émotionnel et de valeurs résonnant à gauche avait fait bondir l'incarnation par le couple exécutif, **ne pas avoir continué à parler aux représentations et aux émotions de gauche a de nouveau laissé le champ libre à la « nostalgie de gauche »** – l'image rassurante d'un temps où il était facile de savoir ce qu'était être de gauche et socialiste – qu'incarne très bien M. Aubry (sans toutefois retrouver ses niveaux de la fin de l'année dernière).



4. Autres actualités : une notoriété de la loi santé qui reste parcellaire mais une adhésion qui se stabilise.

⇒ 68% des Français disent avoir entendu parler de la loi santé, mais **25% seulement disent bien voir de quoi il s'agit** (stable par rapport à il y a deux semaines) : la contestation des médecins sur le tiers-payant a certainement été le seul fait entendu relatif à cette loi.

D'après ce qu'ils en savent, **49% des Français estiment que ce projet de loi va dans le bon sens contre 47% dans le mauvais sens** (stable également). Un clivage partisan se maintient : 66% des

sympathisants de gauche l'approuvent, contre 45% des sympathisants UMP et seulement 29% des sympathisants FN.

⇒ **L'adhésion au tiers-payant se maintient, en particulier à gauche** : 59% pensent que « *la généralisation du tiers-payant est plutôt une bonne chose car elle permettra à certains de ne pas renoncer à une consultation chez le médecin pour des raisons financières* » (75% au PS, 48% à l'UMP, 56% au FN) contre 40% qui estiment que ce serait « *plutôt une mauvaise chose car elle va déresponsabiliser certains patients qui pourront alors abuser du système de santé* ».

⇒ **Les autres mesures sont peu connues** : 43% se disent incapables de se prononcer sur le droit à l'oubli, 38% sur la mise en place des salles de shoot et 34% sur le paquet neutre.

Parmi ces mesures, seul le droit à l'oubli est salué : il recueille 50% d'*a priori* positif contre 7% négatif. Les autres mesures soulèvent beaucoup plus de réticences :

- le paquet neutre partage (31% plutôt pour, 35% plutôt contre), avec des CSP- assez nettement défavorables (10 points de différence), mais des sympathisants PS un peu plus ouverts (38/28).
- la mise en place des salles de shoot divise pourrait passer plus difficilement : 27% s'y disent ouverts mais 35% les refusent, avec un clivage politique assez net (différentiel positif de 12 points à gauche ; négatif de 20 points à droite et de près de 40 points au FN).

Adrien ABECASSIS